



SOMMAIRE

Page

Point 60 de l'ordre du jour :

Mesures provisoires à prendre, en attendant l'entrée en vigueur des pactes relatifs aux droits de l'homme, au sujet de violations des droits de l'homme définis dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme (*suite*)..... 349

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 60 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures provisoires à prendre, en attendant l'entrée en vigueur des pactes relatifs aux droits de l'homme, au sujet de violations des droits de l'homme définis dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme (A/3187 et Add.1, A/C.3/L.592, A/C.3/L.594) [*suite*]

1. M. PAZHWAQ (Afghanistan) déclare que le projet hellénique (A/C.3/L.592), malgré les explications données par le représentant de la Grèce en réponse à certaines des questions qui lui avaient été posées à la séance précédente, soulève de multiples difficultés qui ont amené la délégation de l'Afghanistan à présenter quelques amendements (A/C.3/L.596).

2. Le préambule notamment ne paraît pas satisfaisant au représentant de l'Afghanistan. Le quatrième considérant — et en particulier les mots "dans les meilleures conditions possible" — risque de donner l'impression que la Troisième Commission et l'Organisation des Nations Unies en général sont extrêmement pessimistes quant à l'avenir des pactes. M. Pazhwak est, de plus, hostile en principe aux "mesures provisoires", car il craint qu'elles ne retardent l'achèvement des pactes. Il semble bien que l'auteur du projet hellénique partage cette crainte, comme on peut s'en convaincre en lisant le cinquième considérant. Il y a d'ailleurs une contradiction entre le quatrième considérant qui affirme que, dans les meilleures conditions possible, la mise en vigueur des pactes ne pourra pas avoir lieu avant longtemps et le cinquième qui dit: "afin que la mise en vigueur des pactes puisse être réalisée le plus tôt possible". Le sixième considérant ne pose pas de problème particulier, sauf en ce qui concerne le mot "intermédiaires", M. Pazhwak étant, comme il vient de le signaler, hostile aux mesures de caractère provisoire. La délégation de l'Afghanistan propose donc dans ses amendements de supprimer les quatrième et cinquième considérants et d'apporter de légères modifications au sixième.

3. Le dispositif que propose l'Afghanistan en remplacement de celui qui contient le projet hellénique est clair et se passe de tout commentaire. Les pactes doivent rester la principale préoccupation et il est temps

de prévoir une date limite pour leur achèvement. Le texte proposé par l'Afghanistan est dicté par des considérations pratiques et M. Pazhwak espère qu'il recevra un accueil favorable.

4. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate qu'à la suite du dépôt de la proposition hellénique les délégations manifestent une certaine perplexité.

5. Cette situation singulière est due au fait que l'intervention du représentant de la Grèce contenait des éléments contradictoires. On ne peut qu'approuver son argumentation lorsqu'il a insisté sur la nécessité de défendre les droits de l'homme, de respecter la Charte des Nations Unies et de resserrer la coopération internationale dans ce domaine. Mais on doit relever en même temps qu'il a tiré de ces prémisses des conclusions discutables. Il aurait semblé normal qu'après avoir mis en relief la tâche qui s'impose aux Nations Unies, le représentant de la Grèce recommande à l'Assemblée de redoubler d'efforts pour s'acquitter de la mission fondamentale qui lui incombe dans le domaine des droits de l'homme, à savoir achever l'examen des projets de pactes; pourtant, il n'a pas fait cette déduction logique. Sans vouloir mettre en cause les intentions de la délégation hellénique dont la sincérité ne fait aucun doute, on peut dire en toute objectivité que la proposition grecque ne favorise pas les travaux de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du respect des droits de l'homme.

6. Divers orateurs ont déjà exposé leur opinion sur le mécanisme proposé. M. Morozov se bornera à souligner que la Commission des droits de l'homme n'a pas qualité pour remplir la mission qui lui serait conférée en vertu du projet hellénique. Cela ressort d'ailleurs nettement de la note du Secrétaire général (A/C.3/L.594). Il serait très difficile d'admettre que la Commission des droits de l'homme décide elle-même de sa compétence, comme le propose la délégation grecque. En effet, il n'y a pas de raison que l'interprétation donnée par un organe où siègent seulement 18 Etats soit plus judicieuse que celle de la Troisième Commission où 80 Etats sont représentés.

7. Mais la faiblesse du projet grec tient surtout à ce qu'il repose sur un postulat erroné. Comme l'a fait observer le représentant de l'Afghanistan, la proposition est tout entière fondée sur l'affirmation que les pactes ne pourront être mis en œuvre avant plusieurs années. Or cela est faux. Le temps que la Troisième Commission consacra aux articles qui restent à examiner ne doit pas être calculé automatiquement d'après le temps qu'elle a consacré aux articles déjà adoptés. Un certain nombre de clauses sont en effet identiques ou analogues dans les deux pactes; d'autre part, il est toujours possible d'améliorer les conditions de travail de la Commission. Celle-ci n'a d'ailleurs pas lieu d'être mécontente des progrès qu'elle a réalisés à la présente session de l'Assemblée générale. Les textes qu'elle a adoptés sont meilleurs que ceux dont elle était saisie. Certes,

les débats se sont déroulés assez lentement, mais on ne doit pas oublier que c'est la première fois qu'une Assemblée groupant les représentants de 80 Etats entreprend l'étude d'instruments juridiques aussi importants que les pactes relatifs aux droits de l'homme. Compte tenu de l'expérience de la onzième session, la Troisième Commission pourra organiser ses travaux de manière plus satisfaisante à la douzième et à la treizième session; elle pourra, par exemple, envisager de limiter plus strictement le temps de parole et réglementer plus rigoureusement les conditions dans lesquelles les délégations pourront déposer des amendements. Dans ces conditions, l'hypothèse dont part la délégation hellénique est inexacte et son projet sans fondement. Le mécanisme qu'elle propose commencerait à fonctionner au moment de l'entrée en vigueur des pactes et, de ce fait, perdrait toute utilité.

8. En outre, le projet hellénique traduit un pessimisme qu'il serait néfaste de voir consacrer par la Commission elle-même. En adoptant ce texte, on laisserait s'accréditer l'idée que les Etats ne s'entendent pas sur les droits minimums à reconnaître aux individus et qu'il existe dans ce domaine une crise à l'Organisation des Nations Unies. Le cinquième considérant ne suffirait pas à masquer le pessimisme fondamental de l'ensemble du projet de résolution. Il convient que la Commission proclame sa foi en l'avenir et fasse tout ce qui est en son pouvoir pour achever le plus tôt possible l'examen des projets de pactes.

9. De ce point de vue, on ne peut qu'être favorable au paragraphe 1 du dispositif du texte proposé par l'Afghanistan (A/C.3/L.596), selon lequel la Troisième Commission devrait achever l'examen des projets de pactes pour la fin de la treizième session de l'Assemblée générale. La délégation soviétique accueille, au contraire, avec beaucoup de réserve l'idée dont s'inspire le paragraphe 2. L'étude dont on envisage de charger la Commission des droits de l'homme ne porterait pas ses fruits avant la fin de l'examen des pactes. Les propositions que cet organe pourrait faire ne seraient donc pas extrêmement utiles. De plus, la Commission des droits de l'homme a déjà présenté des recommandations concernant les mesures à prendre dans les cas de violation des droits de l'homme: ce sont les clauses de mise en œuvre qui figurent dans les deux pactes. On ne voit pas pourquoi cette commission, qui a élaboré ces articles avec beaucoup de soin, devrait soumettre de nouvelles recommandations. Il faut noter en outre que la Commission des droits de l'homme est déjà chargée d'un grand nombre d'études qui tendent toutes à assurer de manière plus efficace le respect des droits de l'homme. Si elle se voit confier la mission envisagée par l'Afghanistan, ou bien elle examinera la question au fond, ce qui prendra beaucoup de temps, ou bien elle se récusera, mais après un débat probablement assez long. De toute manière, elle devra consacrer un certain nombre de séances à ce problème, alors que son ordre du jour est déjà chargé et que la session suivante sera écourtée. La Troisième Commission doit veiller à ne pas imposer à la Commission des droits de l'homme un trop lourd fardeau. Elle ne doit pas oublier que, de toute manière, l'activité essentielle de cet organe consiste à défendre et à protéger dans toute la mesure du possible les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

10. M. PAZHWAQ (Afghanistan) remercie le représentant de l'Union soviétique des critiques constructives qu'il a formulées au sujet des amendements afghans, mais tient à souligner que, dans le texte amendé,

il serait question de mesures en général, et non plus de mesures "intermédiaires".

11. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) avait bien compris la portée des modifications proposées; s'il a exprimé des doutes touchant le paragraphe 2 du dispositif du texte recommandé par l'Afghanistan, c'est qu'à son avis il faut à tout prix éviter de détourner la Commission des droits de l'homme de ses travaux actuels.

12. M. ABDEL-GHANI (Egypte) note que même les délégations qui ont critiqué la proposition grecque semblent admettre qu'il existe un lien entre les pactes d'une part et les plaintes pour violations des droits de l'homme de l'autre. Or ce lien n'existe pas nécessairement et la délégation égyptienne indiquera plusieurs des raisons qui l'incitent à penser qu'il faut considérer comme distinctes la question des plaintes et celle des pactes.

13. Il y a tout d'abord une raison chronologique. L'Organisation des Nations Unies a commencé à recevoir des plaintes de particuliers et d'organisations dès sa création, c'est-à-dire à une époque où n'existaient encore ni les pactes ni même la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle ne s'est pas contentée de les recevoir; elle a adopté des textes — résolution et recommandations — alors que les pactes n'étaient même pas en chantier.

14. La deuxième raison a trait à l'entrée en vigueur des pactes. M. Abdel-Ghani ne partage pas le pessimisme du représentant de la Grèce et, malgré la lenteur avec laquelle la Commission a travaillé à la présente session, il est convaincu qu'elle ne saurait tarder à terminer l'élaboration des pactes. Plusieurs représentants ont d'ailleurs indiqué certains des moyens auxquels on pourrait recourir pour hâter l'achèvement des travaux. Mais les pactes, une fois qu'ils auront été mis au point et adoptés par l'Assemblée générale, n'entreront en vigueur que lorsqu'ils auront été ratifiés par 20 Etats et, même lorsqu'ils seront entrés en vigueur, beaucoup d'Etats n'y seront pas parties. Il est donc évident qu'une période fort longue — pendant laquelle des plaintes continueront à parvenir à l'Organisation des Nations Unies — s'écoulera avant que ne commence à fonctionner le mécanisme de mise en œuvre.

15. Enfin, la procédure prévue, en cas de violation, par le texte actuel des projets de pactes n'a trait qu'aux plaintes d'un Etat contre un autre Etat, ce qui ne résout pas le problème des plaintes émanant d'organisations ou de particuliers, que l'Organisation des Nations Unies reçoit chaque année par milliers. La proposition grecque (A/C.3/L.592) est plus restrictive encore à cet égard, puisqu'elle ne parle que des plaintes d'un Etat Membre contre un autre Etat Membre et exclut donc, de ce fait, outre les plaintes d'Etats non membres, celles de particuliers et d'organisations qui, selon la délégation égyptienne, devraient pourtant avoir la possibilité de demander secours à l'Organisation des Nations Unies. Le point dont la Commission est saisie n'a rien à voir avec les pactes, puisque les auteurs de plaintes peuvent fort bien se fonder sur la Charte des Nations Unies, sur la Déclaration universelle des droits de l'homme ou même sur de simples résolutions.

16. Ce sont là les raisons pour lesquelles la délégation égyptienne estime qu'il faut établir une distinction entre la question des pactes et celle des plaintes. Cette dernière a été soulevée à plusieurs reprises à l'Organisation des Nations Unies. La Commission des droits de l'homme elle-même a demandé des directives au Con-

seil économique et social, lequel, dans sa résolution 75 (V), lui a dit qu'elle n'était "habilitée à prendre aucune mesure au sujet de réclamations relatives aux droits de l'homme". Par la suite, les délégations égyptienne et uruguayenne ont présenté au Conseil économique et social un projet de résolution¹ tendant à habiliter la Commission des droits de l'homme à donner suite aux plaintes reçues; ce projet a malheureusement été repoussé à une écrasante majorité². La délégation égyptienne ne peut accepter la façon dont le Conseil, dans sa résolution 75 (V), a interprété le mandat de la Commission des droits de l'homme. Il conviendrait, à son avis, de revenir sur cette interprétation et de préciser le mandat de la Commission des droits de l'homme de façon à lui permettre de donner suite aux plaintes reçues, qu'elles émanent d'Etats ou d'autres sources.

17. M. Abdel-Ghani ne pourra pas appuyer la proposition grecque sous sa forme actuelle à cause du lien qu'elle établit entre les plaintes et les pactes et à cause de son caractère par trop restrictif. Pour ce qui est des amendements afghans (A/C.3/L.596), M. Abdel-Ghani appuiera le paragraphe 1 du dispositif, tout en pensant qu'il aurait pu faire l'objet d'une proposition de procédure distincte. Il appuiera aussi le paragraphe 2, à l'exception du mot "possibilité" qui ne paraît pas nécessaire. Il suffirait de dire "... d'étudier les mesures qui peuvent être prises ...". A cette réserve près, le représentant de l'Egypte est favorable aux amendements afghans et pourrait accepter le projet de résolution de la Grèce, s'il était modifié en ce sens.

18. M. PAULUS (Inde) reconnaît, comme le représentant de la Grèce, qu'il n'existe pas à l'heure actuelle d'organe qui puisse prendre des mesures appropriées en cas de violation des droits de l'homme et que l'on réaliserait sans doute un progrès en instaurant dans ce domaine une procédure conforme aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

19. Toutefois, les mesures envisagées dans la proposition hellénique (A/C.3/L.592) soulèvent de nombreuses difficultés. Les projets de pactes comprennent déjà des clauses de mise en œuvre et il n'y aurait peut-être pas intérêt à adopter une procédure parallèle, qui pourrait gêner l'application de ces clauses. Par ailleurs, M. Paulus doute que le mécanisme prévu dans le projet de résolution de la Grèce puisse fonctionner avant deux ou trois ans; à cette époque, l'élaboration des projets de pactes sera probablement terminée. Il semble donc inutile de mettre au point une procédure à laquelle on n'aura recours que pendant un temps assez limité.

20. En ce qui concerne la tâche que l'on propose de confier à la Commission des droits de l'homme, le représentant de l'Inde fait observer qu'en vertu de son mandat, cette commission doit s'occuper de questions d'application générale; elle n'est pas habilitée à examiner des cas individuels. Conformément à la résolution 75 (V) du Conseil économique et social, elle se contente d'examiner les communications que lui adressent des particuliers et ne peut leur donner suite. Dans ces conditions, quelles mesures pourraient adopter la Commission et le comité envisagé, qui serait un organe subsidiaire, au sujet des violations visées par le projet de résolution de la Grèce? Du reste, en étudiant objectivement les plaintes et en formulant des conclusions, le comité jugerait la conduite d'Etats souverains, ce qui

serait d'autant moins indiqué que ses membres n'agiraient pas en qualité de représentants d'Etats, mais à titre individuel.

21. On a dit que la proposition hellénique visait les violations massives, c'est-à-dire celles qui atteignent non pas de simples particuliers mais des groupes importants. S'il en est ainsi, le problème aura plus certainement encore un caractère politique et les gouvernements admettront d'autant moins qu'un comité composé de simples particuliers, ne représentant qu'eux-mêmes, ait à connaître de leur conduite. La Commission des droits de l'homme n'a pas compétence pour s'occuper de questions de cette nature, à plus forte raison pour s'ériger en juge des gouvernements; il serait plus déplacé encore que la Commission confie cette tâche à un comité. M. Paulus ne voit donc pas l'utilité de renvoyer la question à la Commission des droits de l'homme.

22. Le représentant de la Grèce a déclaré que sa proposition avait l'avantage d'être essentiellement théorique. La Troisième Commission demanderait simplement à la Commission des droits de l'homme d'étudier la question et de présenter des recommandations. M. Paulus ne peut accepter cette façon d'agir, qui équivaldrait à un aveu de défaite. Il est inadmissible de confier un problème à un autre organe sans lui donner à cet égard la moindre directive.

23. On a dit aussi que la Troisième Commission, pressée par le temps, n'avait qu'à laisser à la Commission des droits de l'homme le soin d'entrer dans les détails. Là encore, le manque de temps n'est pas une excuse valable. Si la Troisième Commission ne peut pas s'occuper de cette question à la présente session de l'Assemblée générale, elle en reprendra l'examen lors de la prochaine.

24. La délégation indienne ne pourra donc pas voter en faveur de la proposition hellénique et elle espère que le représentant de la Grèce n'insistera pas pour qu'elle soit mise aux voix. Peut-être ce dernier pourrait-il, compte tenu des discussions qui auront eu lieu à la présente session, mettre au point des propositions concrètes qui seraient utilement examinées à une date ultérieure par la Commission des droits de l'homme ou le Conseil économique et social.

25. M. Paulus tient à indiquer que la délégation indienne approuve dans ses grandes lignes la proposition de l'Afghanistan (A/C.3/L.596).

26. M. ASIROGLU (Turquie) rappelle que depuis sa création l'Organisation des Nations Unies déploie des efforts incessants en vue d'assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Si le but visé est encore loin d'être atteint, on ne peut manquer de constater que des progrès considérables ont été réalisés dans ce domaine grâce à la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à l'élaboration de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, à l'étude des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à l'adoption par l'Assemblée générale de diverses mesures se rapportant à cette question. L'Organisation des Nations Unies a remporté une victoire importante en faisant admettre l'idée selon laquelle les bonnes relations entre les Etats et le maintien de la paix dépendent essentiellement du respect des droits de l'homme. Soucieuse de mettre cette idée en pratique et de créer un mécanisme permettant de garantir le respect universel des droits de l'homme, l'Organisation a décidé d'éla-

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes, point 46 de l'ordre du jour, document E/L.447.

² Ibid., quatorzième session, 656ème séance.

borer un instrument juridique consacré spécialement à cette fin, instrument que la Troisième Commission examine depuis deux ans. En attendant la mise en vigueur des pactes, les organes des Nations Unies ne cessent de rechercher d'autres moyens permettant d'assurer le respect des principes qui y sont énoncés. Il convient de rappeler à cet égard les recommandations formulées par la délégation des Etats-Unis touchant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

27. La Troisième Commission est actuellement saisie d'une nouvelle proposition (A/C.3/L.592), présentée par la délégation hellénique. M. Asiroglu note avec satisfaction que, sur certains points, ses vues concordent avec celles qui ont été exprimées par cette délégation. Il déplore, lui aussi, que, malgré les efforts des Nations Unies, les droits de l'homme continuent à être violés dans différentes parties du monde et que l'Organisation ne soit pas encore en mesure de mettre un terme à ces violations. Il pense, comme le représentant de la Grèce, que le respect universel des droits de l'homme constitue le fondement même de la paix, de la sécurité et de la coopération internationales.

28. Tout en partageant les préoccupations qui ont incité la délégation de la Grèce à présenter sa proposition, la délégation de la Turquie éprouve des doutes sérieux quant à l'utilité des mesures provisoires envisagées. Dans son intervention, le représentant de la Grèce a souligné la nécessité d'éviter que, dans une discussion consacrée aux plaintes relatives aux droits de l'homme, les considérations politiques ne l'emportent sur les considérations juridiques et humanitaires. Pour que l'examen de cette question puisse se faire en toute objectivité, il serait en effet souhaitable d'écarter entièrement toute considération d'ordre politique. Mais une telle dissociation est-elle possible? Lors de l'examen d'une plainte d'un Etat contre un autre Etat, il sera extrêmement difficile pour les organes des Nations Unies de se désintéresser complètement de l'aspect politique du problème. Si la Commission des droits de l'homme, à laquelle la délégation hellénique envisage de confier la tâche d'étudier ces plaintes, est effectivement un organe technique, ses membres n'en représentent pas moins des Etats et sont dominés par les intérêts politiques de ces Etats. De plus, même si l'on arrivait à "dépolitiser" entièrement la Commission des droits de l'homme, les résolutions que cet organe adopterait seraient examinées en dernier ressort par l'Assemblée générale, qui est un organe essentiellement politique.

29. Le mandat du comité dont la création est prévue dans le projet de résolution hellénique n'est pas précisé. Cependant, puisque cet organe serait appelé à examiner des plaintes d'un Etat contre un autre Etat, il devrait nécessairement réunir des renseignements et procéder à des enquêtes. En d'autres termes, l'activité de ce comité aurait pour effet de restreindre en partie la souveraineté des Etats. De telles restrictions seraient-elles compatibles avec les dispositions de la Charte? La délégation turque ne pense pas que l'on puisse répondre à cette question par l'affirmative. En envisageant, dans le projet de pacte relatif aux droits civils et politiques, la création d'un comité analogue, on est parti de l'hypothèse selon laquelle les Etats qui ratifieraient les pactes s'engageraient à accepter que des restrictions soient apportées à leur souveraineté; ainsi, une fois qu'ils auraient ratifié les pactes, ils ne verraient aucun inconvénient à reconnaître la compétence du comité des droits de l'homme.

30. Le représentant de la Turquie désire appeler l'attention de la Commission sur un autre point. Quelles

seraient les règles juridiques sur lesquelles le comité mentionné dans la proposition hellénique pourrait se fonder dans l'accomplissement de sa tâche? Le représentant de la Grèce a indiqué que ce comité agirait selon les directives contenues dans la Charte et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. M. Asiroglu fait observer à ce propos que la Déclaration n'est pas un instrument juridique et qu'en ce qui concerne les droits de l'homme la Charte ne peut être considérée comme un instrument complet, pas plus du point de vue des directives que de celui des règles juridiques et des mesures à prendre. Pour que le comité puisse fonctionner utilement, son activité devrait s'exercer dans le cadre d'un système juridique analogue à celui qui est prévu dans les projets de pactes.

31. Par ailleurs, le représentant de la Grèce a précisé (748ème séance), en réponse à une question du représentant de l'Arabie Saoudite, que le comité devrait s'occuper particulièrement des violations des droits des groupes et des collectivités ainsi que des violations du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Or le représentant de l'Arabie Saoudite a cité deux questions, celle des prisonniers de guerre et celle du travail forcé, qui ont été examinées par les organes des Nations Unies sans qu'aucun résultat positif ait été atteint. Dans ces conditions, il est peu probable que la création du comité envisagé par le projet de résolution hellénique permette d'assurer une meilleure protection des droits des groupes et des collectivités.

32. Pour ce qui est du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, M. Asiroglu rappelle que le Conseil économique et social a adopté, à ce sujet, la résolution 586 D (XX) concernant la création éventuelle d'une commission qui aurait pour mandat d'examiner toute situation provoquée par un prétendu refus de reconnaître ou d'assurer comme il convient le respect du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes. La tâche de cette commission ne serait pas absolument identique à celle que l'on envisage de confier au comité prévu dans la proposition de la Grèce, mais l'objectif visé serait le même. En conséquence, en adoptant la proposition de la Grèce, la Troisième Commission se placerait dans une situation quelque peu contradictoire. D'une part, elle a décidé de renvoyer pour la deuxième fois (740ème séance) à une session ultérieure l'examen d'une recommandation de la Commission des droits de l'homme tendant à créer une commission des bons offices chargée de veiller au respect des droits de l'homme³ et, de l'autre, elle demanderait à cette même Commission des droits de l'homme d'étudier la possibilité de créer un comité investi d'un mandat analogue. La partie de la proposition hellénique qui a trait à la création d'un comité ferait double emploi avec les recommandations de la Commission des droits de l'homme dont M. Asiroglu vient de parler; il serait donc difficile de l'adopter.

33. Le représentant de la Turquie exprime l'espoir que ces considérations aideront les membres de la Commission à modifier le projet de résolution de la Grèce.

34. M. MASSOUD-ANSARI (Iran) annonce qu'il ne pourra continuer à participer aux travaux de la Commission parce qu'il doit quitter prochainement New-York. Il félicite le Président de la compétence avec laquelle il exerce ses fonctions et remercie les membres de la Commission de la coopération qu'ils lui ont apportée en sa qualité de Vice-Président.

³ *Ibid.*, dix-huitième session, Supplément No 7, annexe IV, projet de résolution F.

35. Le PRESIDENT rend un chaleureux hommage au Vice-Président et le remercie des services qu'il a rendus à la Commission.

36. M. PAZHWAK (Afghanistan), auquel s'associent M. BAROODY (Arabie Saoudite), M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. BRENA (Uruguay), Mlle BERNARDINO (République Dominicaine), Mme QUAN

(Guatemala), Mme LORD (Etats-Unis d'Amérique), M. ASIROGLU (Turquie), M. MONTERO (Chili), M. CHAUDHURI (Pakistan) et M. PONCE (Equateur), exprime son regret de voir partir le Vice-Président, dont la Commission a pu apprécier les qualités de tact, de sagesse et de pondération.

La séance est levée à 13 heures.